

Hôpitaux : une union public-privé

Charleroi Les généralistes appellent les hôpitaux publics et privés à envisager un rapprochement.

Des opérateurs "concurrents" qui mettent en commun leur expertise et leurs moyens dans un souci d'efficacité et d'économie, voilà décidément un modèle qui inspire Charleroi. Après l'enseignement, les hôpitaux pourraient franchir le cap en s'associant au sein d'un même réseau local.

Regrouper les structures communes

Favoriser les rapprochements est une exigence de la ministre fédérale de la santé Maggy De Block (Open VLD) : les opérateurs hospitaliers sont appelés à se regrouper dans des structures communes, pour rationaliser les dépenses. S'ils ont le choix de leur(s) partenaire(s), ils sont invités à faire connaître leurs préférences pour le début 2018. Dans Le journal du Médecin, la Fédération des associations de généralistes de Charleroi (FAGC) défend le projet d'un réseau de soins carolo.

Avec une population de 450 000 habitants, le bassin de vie a la taille critique pour en

mettre un en place. Trois opérateurs y sont actifs : le Grand Hôpital de Charleroi (GHDC), la clinique Notre Dame de Grâce à Gosselies et l'ISPPC qui s'appuie sur deux agréments.

Logique d'affinités

Le scénario du réseau local, qui semble aussi séduire le conseil d'administration de l'ISPPC, évite la dispersion des compétences sur le territoire. Dans une logique d'affinités universitaires ou idéologiques, le risque est en effet de voir telle spécialité rester à Charleroi et telle autre partir à La Louvière ou à Mons par exemple, obligeant les patients à se déplacer.

Ainsi, la FAGC pointe-t-elle les collaborations inter-hospitalières mises en place dans le bassin carolo où cela marche bien : le CRAMU (aide médicale urgente), l'IRM, le Pet-scan, la société de médecine, l'institut de pathologie et de génétique... Elle pense que l'on peut faire un pas de plus. C'est aussi le souhait des pros de la santé (infirmiers, kinés, dentistes, pharmaciens, etc.) qui y sont favorables. À ce stade, aucune décision n'est encore officiellement prise, fait-on savoir au GHDC où la réflexion se poursuit.

D.A.